



**Bourse Uemoa**

La BRVM ouvre sa séance du Jour  
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

**UEMOA**

Recrutement d'un Professionnel chargé des questions douanières  
La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ayant son siège à Ouagadougou, Burkina Faso, procédera au recrutement ... • (Page 05)

**Internet**

OpenAI dévoile son moteur de recherche  
OpenAI a annoncé le lancement d'un moteur de recherche internet, extension de son interface d'intelligence artificielle (IA) générative ChatGPT, une fonctionnalité ... • (Page 08)

**Togo / Plan de mobilisation des recettes**

• (Page 03)

# 78,3 milliards FCFA attendus en 2025-2026



**Gestion de l'environnement**

• (Page 04)

# Le Togo dématérialise les études d'impact environnemental et social



**Afrique de l'Ouest**

La CEDEAO vise la réduction des coûts du transport aérien  
En réponse aux directives des chefs d'État, les ministres de l'Aviation de la CEDEAO se réuniront du 5 au 8 ... • (Page 02)

**Economie**

Le FMI réaffirme sa disponibilité à accompagner le Togo  
Le Président Faure Essozimna Gnassingbé et Abebe Aemro Selassie, Directeur du Département Afrique du Fonds monétaire ... • (Pages 04)

**Croissance & résilience**

635,5 millions d'euros de la Banque mondiale pour le Bénin  
La Banque mondiale a approuvé le 31 octobre 2024, un financement de 635,5 millions d'euros de l'Association internationale de ... • (Page 06)

**Coopération décentralisée**

Triangle d'Or. Arbois et Les Planches-près-Arbois tissent des liens avec le Togo  
Partenariat entre deux communes françaises à savoir Triangle d'Or. Arbois et Les Planches-près-Arbois avec la commune de Doufelgou 2 située dans ... • (Page 11)

**FIBREZ SANS FRAIS**

ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À ~~10 000~~ FCFA

**CANALBOX**  
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg

\*Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel

Afrique de l'Ouest

# La CEDEAO vise la réduction des coûts du transport aérien

En réponse aux directives des chefs d'État, les ministres de l'Aviation de la CEDEAO se réuniront du 5 au 8 novembre 2024 à Lomé pour élaborer des réformes visant à réduire les coûts du transport aérien en Afrique de l'Ouest.



• Joël Yanlo

L'initiative tient place dans une stratégie plus large de renforcement de l'intégration régionale. La CEDEAO a donné rendez-vous aux ministres de l'Aviation de ses pays membres, ainsi qu'aux directeurs généraux de l'Aviation civile et aux principaux acteurs de l'industrie du transport aérien, pour une série de réunions du 5 au 8 novembre 2024 à Lomé, au Togo. Ces réunions sont organisées en réponse à une directive du 65ème Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO, qui s'est tenu en juillet 2024, avec pour objectif de réduire les coûts du transport aérien, de renforcer la sécurité, et d'améliorer la connectivité régionale. Les sessions techniques, prévues du 5 au 7 novembre, permettront aux experts de poser les bases de la session ministérielle de haut niveau prévue pour le 8 novembre. Parmi les principaux sujets abordés figurent la réduction des redevances et des taxes, l'harmonisa-

tion des normes de sécurité et l'élaboration de mesures communes pour rendre les voyages aériens plus accessibles aux citoyens de la région. Cette série de réformes fait écho aux ambitions de la CEDEAO de faciliter la mobilité et le commerce régional par une intégration renforcée. L'analyse de la CEDEAO met en évidence le poids considérable des taxes et des redevances imposées dans le secteur de l'aviation en Afrique de l'Ouest, avec un impact direct sur la compétitivité des compagnies locales. Ce secteur, actuellement parmi les plus coûteux du continent, pâtit des charges élevées imposées par les exploitants d'aéroports, les autorités de l'aviation civile et les gouvernements eux-mêmes. La réforme de ces coûts pourrait donner un nouvel élan au secteur de l'aviation ouest-africain, le rendant plus attractif et accessible aux voyageurs, tout en stimulant les industries connexes telles que le tourisme, l'éducation, et le commerce. Un transport aérien

plus abordable pourrait également contribuer à la libre circulation des personnes, en ligne avec les ambitions du Marché Unique du Transport Aérien Africain (MUTAA) et de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf), renforçant ainsi les liens économiques et culturels entre les États membres. Les attentes sont fortes quant aux résultats de cette réunion de Lomé, dont les décisions auront un impact sur les stratégies adoptées lors de la prochaine session du Conseil des Ministres de la CEDEAO et du Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement en décembre 2024. Cette initiative est le fruit d'une volonté politique croissante d'adresser les défis économiques et logistiques de la région et de rendre le secteur de l'aviation compétitif à l'échelle continentale et mondiale. La CEDEAO entend ainsi ouvrir de nouvelles perspectives pour le transport aérien ouest-africain, favorisant une région mieux connectée, plus intégrée et tournée vers l'avenir.

## AUX DÉCIDEURS ...

### Vers un avenir durable pour l'Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest, et particulièrement la région de l'UEMOA, se trouve à un carrefour décisif. À l'heure où les défis climatiques, économiques et sociaux se multiplient, l'engagement de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) pour la finance durable, à travers sa première émission d'obligations vertes, marque une avancée considérable. Cette initiative, qui s'appuie sur les principes de la finance verte, sociale et de développement durable (GSS), ouvre la voie à une nouvelle ère d'investissement pour l'Afrique de l'Ouest. Il s'agit, non seulement d'une première pour l'espace UEMOA, mais d'un signal fort envoyé aux investisseurs et aux institutions de la région.

Les récents développements à Lomé, avec la cotation de l'emprunt obligataire « GSS BIDC-EBID 6,50% 2024-2031 », illustrent un effort concerté pour répondre aux attentes d'une population en quête de solutions concrètes. Le produit de cet emprunt, soit 70 milliards de FCFA, sera destiné à financer des secteurs essentiels comme l'énergie, l'eau, l'assainissement et la santé. Derrière ces chiffres se cachent des vies améliorées, des communautés renforcées et une région qui se dote des moyens pour répondre aux enjeux écologiques et sociaux actuels.

Pourquoi cette première émission d'obligations vertes est-elle si importante ? Parce qu'elle inscrit la BIDC dans une dynamique mondiale où la finance devient un levier de transition écologique et sociale. Les économies africaines, bien qu'en pleine croissance, demeurent vulnérables aux chocs climatiques et aux défis de l'infrastructure de base. Adopter un modèle de financement durable n'est plus un luxe ; c'est une nécessité. Les engagements financiers doivent désormais aller au-delà de la simple rentabilité, pour inclure une vision à long terme, celle d'un avenir durable et inclusif pour tous.

Le choix de la BIDC de s'aligner sur les standards internationaux (tels que les principes de l'ICMA) n'est pas qu'un gage de transparence. C'est aussi une invitation aux autres acteurs régionaux à embrasser cette vision commune. Le marché financier ouest-africain, souvent en retard sur ces questions, doit rattraper ce virage écologique et social, et cette initiative montre que la région est prête à évoluer. Il revient désormais à la BIDC, aux investisseurs, aux États, mais aussi aux citoyens de prendre conscience que l'avenir de l'Afrique de l'Ouest est entre leurs mains.

Cette vision est porteuse d'espoir car, elle montre que le développement économique peut rimer avec responsabilité sociale et environnementale. Elle prouve que les institutions africaines sont capables de proposer des solutions locales à des enjeux globaux. Mais elle impose aussi des responsabilités. Il est impératif que ces initiatives ne se limitent pas à de simples annonces ou à des projets ponctuels. Elles doivent s'inscrire dans la durée, porter leurs fruits dans le quotidien des populations et amorcer un changement profond dans les pratiques économiques et financières de la région.

L'Afrique de l'Ouest a les atouts pour réussir ce pari ambitieux. Avec des institutions de plus en plus impliquées et une jeunesse entreprenante, elle peut devenir un modèle en matière de finance durable. La BIDC a donné le ton. Il reste à espérer que cet élan soit le début d'un mouvement collectif, où le développement ne sera plus simplement mesuré en chiffres mais en impacts réels sur le terrain.

Le chemin est tracé ; il appartient désormais aux dirigeants, aux investisseurs et aux citoyens de le suivre.

M.T

# Image du jour

**DNCCP**

**AR COP**  
Autorité de Régulation de la Commande Publique

**FAIEJ**  
Fonds d'Appui aux Initiatives Entrepreneuriales des Services

**Formation des personnes en situation de handicap, des jeunes et femmes entrepreneurs**

**THÈME**  
"Préparation des offres concurrentielles en marchés publics"

Inscription: 23 oct au 15 nov 2024 via <https://ee.kobotoolbox.org/x/qfzVbYkS>

Numero vert 80 00 88 88  
Avec l'ARCOP, on avance dans la transparence <https://arcop.tg>

Le Togo en chiffres			
Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km <sup>2</sup>	21,7 km <sup>2</sup>	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	CNU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	CNU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	CNU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	CNU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	CNU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	CNU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

## Togo / Plan de mobilisation des recettes

**78,3 milliards FCFA attendus en 2025-2026**

Le Togo dispose désormais d'un Plan de mobilisation des recettes (PMR) pour les années 2025-2026 qui permettrait de mobiliser des ressources de 39,5 milliards en 2025 et 38,8 milliards en 2026, soit au total 78,3 milliards FCFA. Ce qui représenterait respectivement 0,6% et 0,54% du PIB.

• Joël Yanclo

Le Plan de mobilisation des recettes (PMR) pour les années 2025-2026 au Togo est un engagement pour renforcer les ressources internes du pays en remplacement de la Stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme (SRMT). S'articulant autour de quatre principales composantes, le PMR vise à mobiliser des recettes pour répondre aux besoins de financement. Le plan prévoit une série de mesures fiscales, dont la rationalisation des dépenses fiscales et l'exploitation du potentiel des droits d'accises sur certains produits, pour un apport de 27,1 milliards FCFA en 2025 et de 20,4 milliards FCFA en 2026. L'administration fiscale et douanière, via le renforcement des contrôles sur la TVA, l'impôt sur les sociétés, et la valeur en douane, devrait contribuer pour sa part à hauteur de 9,1 milliards FCFA en 2025 et de 16,8 milliards FCFA en 2026.

**Exigences du FMI**

Le Plan de mobilisation des recettes (PMR) répond aux exigences du FMI, qui accompagne le Togo dans son programme de Facilité élargie de crédit (2024-2027). La stratégie du PMR, plus spécifique et structurée, met l'accent sur une collecte de recettes efficiente, une réduction des fuites fiscales et l'optimisation des ressources



non fiscales. Cette réforme pourrait accroître la marge de manœuvre budgétaire et renforcer l'autonomie financière du Togo, favorisant un développement économique plus indépendant et durable. Cependant, la mise en œuvre de ces réformes nécessitera une coordination efficace entre les agences fiscales et douanières, ainsi qu'une optimisation des processus administratifs pour éviter des blocages et maximiser les recettes. Les ajustements sur les dépenses fiscales pourraient aussi nécessiter une sensibilisation afin d'assurer l'adhésion des contribuables. Ce PMR s'inscrit dans le cadre d'une série de réformes plus larges en cours au Togo, avec l'appui du FMI et d'autres partenaires financiers internationaux. Il vient appuyer les efforts du gouvernement pour stimuler la croissance économique et réduire la dépendance à

l'égard de l'aide extérieure. La réussite de ce plan pourrait encourager d'autres États de la région UEMOA à adopter des stratégies similaires pour renforcer leur résilience financière et améliorer le climat des affaires.

**Vers une meilleure résilience financière**

Le PMR devrait contribuer à améliorer l'autonomie financière du Togo en accroissant la collecte des recettes internes, ce qui réduit la dépendance aux financements extérieurs. Cette initiative pourrait dynamiser plusieurs aspects clés de l'économie. En collectant des recettes additionnelles de 0,6 % et 0,54 % du PIB sur les deux prochaines années, le gouvernement gagnera en flexibilité budgétaire. Cela pourrait permettre un financement accru des services publics essentiels, comme l'éducation et la santé, et des

projets d'infrastructures, avec des retombées potentielles sur la croissance économique. L'augmentation des recettes publiques et l'amélioration de la gouvernance fiscale renforcent la confiance des investisseurs internationaux. Dans un contexte de compétitivité régionale pour attirer les capitaux, la stabilité économique et fiscale joue un rôle déterminant. Le PMR pourrait donc devenir un levier de promotion de l'investissement au Togo.

**Enjeux du PMR**

Pour réaliser les objectifs de ce plan, le Togo devra faire face à des obstacles tant sur le plan fiscal qu'opérationnel. En effet, les mesures prévues pour limiter les dépenses fiscales, notamment par l'application des droits d'accises sur certains produits et l'optimisation des taxes sur les véhicules et équipements de BTP, risquent de rencontrer une résistance de la part des contribuables et des secteurs

concernés. Une communication transparente et pédagogique sera nécessaire pour assurer l'adhésion des entreprises et des particuliers. De même, le succès du PMR dépendra de la capacité des administrations fiscales et douanières à renforcer leurs contrôles et à lutter contre la fraude fiscale. La mise en place d'outils numériques et d'équipes spécialisées pourrait être essentielle pour réduire les pertes de recettes et améliorer l'efficacité des opérations. L'optimisation des recettes non fiscales, comme la révision des contrats d'occupation du patrimoine immobilier de l'État et la collecte des dividendes d'entreprises publiques, constitue un levier important, mais difficile à atteindre sans une réforme organisationnelle. Cela implique une évaluation rigoureuse des actifs de l'État et une gestion proactive des créances.

**Impact macroécono-****mique et perspectives de croissance**

Si le PMR est exécuté efficacement, il pourrait offrir des avantages macroéconomiques notables. En améliorant les finances publiques, le Togo pourrait se donner les moyens de financer de nouveaux projets d'infrastructures et de renforcer la productivité des secteurs clés, contribuant à une croissance durable. De plus, la réorientation de l'économie vers des sources de financement domestiques, rendue possible par le PMR, permettrait de limiter l'endettement extérieur et de stabiliser le cadre macroéconomique du pays. Le FMI pourrait ainsi se tourner vers d'autres pays pour proposer le Togo comme modèle de gestion et de mobilisation fiscale en Afrique de l'Ouest. Le Plan de mobilisation des recettes du Togo est une initiative qui peut jouer un rôle dans la consolidation de la résilience économique du pays. Bien que des défis restent à surmonter, notamment en matière de gestion des dépenses fiscales et de renforcement des administrations, les perspectives à long terme sont prometteuses. Avec un suivi rigoureux, le PMR pourrait marquer un tournant pour le Togo, permettant au pays de financer son développement de manière plus autonome et de renforcer son positionnement dans la région de l'UEMOA.

**Le Togo en chiffres**

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

**Le Togo en chiffres**

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	2,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	591,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dont compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

## Gestion de l'environnement

## Le Togo dématérialise les études d'impact environnemental et social

Dans le cadre de sa modernisation administrative, le Togo a inauguré, ce 30 octobre 2024, une plateforme numérique pour les études d'impact environnemental et social. Portée par l'Agence Nationale de Gestion de l'Environnement (ANGE), cette innovation vise à réduire les délais et les coûts des procédures, tout en contribuant à l'efficacité de l'administration publique.



● Joël Yanclo

Le Togo vient de franchir une étape majeure dans sa démarche de modernisation des services publics et de digitalisation des procédures administratives avec le lancement de la plateforme d'étude d'impact environnemental et social. Cette initiative, active depuis le 23 août 2024, permet la numérisation intégrale des processus de conformité environnementale. Concrètement, elle permet désormais de soumettre, traiter, et approuver en ligne les dossiers de demande de certificats de conformité environnementale, sans nécessiter d'édition physique. Grâce à cette dématérialisation, les délais de traitement des dossiers sont réduits, l'empreinte carbone des procédures administratives est diminuée, et les coûts associés aux études d'impact sont optimisés. Le projet a été dirigé par l'ANGE, en collaboration avec le ministère de l'Environnement, le ministère de l'Économie numérique et l'Agence Togo Digital

(ATD), avec l'appui financier du Groupe de la Banque mondiale. Ce projet de digitalisation représente un modèle de modernisation administrative pour le Togo, mais aussi pour la région ouest-africaine. En permettant une meilleure accessibilité, rapidité et transparence des procédures, le pays se positionne en leader de la digitalisation des services publics. Cette démarche contribue également à l'amélioration du climat des affaires en offrant aux investisseurs et aux entreprises un environnement administratif plus efficace et fiable. En parallèle, cette innovation se veut écologique : la réduction de l'usage de papier et des déplacements associés aux démarches physiques contribue à une gestion plus durable et

responsable des ressources. Le projet s'inscrit dans une série de réformes entreprises par le gouvernement togolais pour moderniser l'administration et rendre les services publics plus accessibles et performants. Avec le soutien du Groupe de la Banque mondiale, qui accompagne le pays dans ses efforts d'amélioration du climat des affaires, le Togo met l'accent sur la digitalisation pour répondre aux attentes de ses citoyens et de ses partenaires internationaux. Par cette dynamique, le pays s'aligne sur les standards internationaux en matière d'efficacité administrative et d'impact environnemental positif.



## School AMU

## Seules les formations sanitaires publiques sont éligibles

Au Togo, seuls les centres de santé publics et leurs pharmacies internes sont habilités à prendre en charge les élèves bénéficiaires du programme d'assurance santé « School AMU ».

Cette mesure annoncée par l'Institut national d'assurance maladie (INAM), chargé de la gestion de ce régime d'assistance médicale, vise à assurer un cadre de soins standardisé et accessible à tous. Les établissements concernés sont les unités de soins périphériques, les centres médico-sociaux, les hôpitaux de districts et préfectoraux, ainsi que les centres hospitaliers régionaux et universitaires. Ces derniers sont autorisés à

servir sur référencement validé par l'INAM. « Par conséquent, les formations sanitaires privées et les officines de pharmacies privées ne sont pas éligibles pour la prise en charge des bénéficiaires de School AMU », a précisé l'Institut. Pour rappel, depuis le début de l'année académique 2024-2025, le programme présidentiel lancé en 2017, « School Assur » a intégré le dispositif national d'assurance maladie universelle (AMU) pour devenir « School

AMU ». L'objectif du gouvernement est de favoriser une meilleure protection et de rendre les conditions de prise en charge souples et simplifiées.

(Togo Officiel)



## Economie

## Le FMI réaffirme sa disponibilité à accompagner le Togo

Le Président Faure Essozimna Gnassingbé et Abebe Aemro Selassie, Directeur du Département Afrique du Fonds monétaire international (FMI), examinent les défis et les perspectives de développement du Togo, avec un soutien accru du FMI pour des réformes économiques.

● Wilson Lawson

Le vendredi 22 novembre 2024, le Président Faure Essozimna Gnassingbé a reçu en audience Abebe Aemro Selassie, en mission au Togo pour le compte du FMI, pour des discussions axées sur les défis de développement auxquels le Togo et la sous-région ouest-africaine font face. Monsieur Selassie a réaffirmé l'engagement du FMI à accompagner le Togo dans sa politique de développement, en précisant : « Le FMI est toujours disponible pour aider le Togo et les autres pays de la sous-région. » Cette rencontre fait suite à l'accord conclu le 8 octobre dernier à Lomé entre le Togo et le FMI sur les politiques et réformes économiques dans le cadre du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). Cet accord, qui s'étend sur 42 mois pour un montant de 293,60 millions de DTS (environ 390 millions de dollars), prévoit un soutien au programme de développement économique du Togo avec un potentiel nouveau décaissement de 58,7 millions de dollars, une fois approuvé par le Conseil d'administration du FMI. L'accord de la FEC avec le FMI est essentiel pour le Togo, car il vise à renforcer la résilience de son économie face aux défis régionaux et globaux. Ce programme de 42



mois engage le pays à mettre en œuvre des réformes destinées à stabiliser les finances publiques, favoriser la croissance inclusive et soutenir des investissements dans des infrastructures critiques. Le décaissement supplémentaire de près de 35,4 milliards de FCFA pourrait également dynamiser les secteurs clés, contribuant ainsi directement aux priorités nationales de développement économique et social. Pour le FMI, ce partenariat avec le Togo est un exemple de collaboration régionale positive visant à renforcer la capacité des pays de l'UEMOA à surmonter les défis économiques et sociaux auxquels ils sont confrontés. La dynamique constructive entre le Togo et le FMI reflète un engagement partagé en faveur de la stabilité économique et de la croissance durable. Le FMI a longtemps été un partenaire stratégique

pour le Togo et les pays de la sous-région, notamment dans le cadre de l'UEMOA, en raison des multiples défis économiques liés aux fluctuations mondiales et aux besoins de financement pour le développement. En s'engageant dans un programme de 42 mois avec la FEC, le Togo s'inscrit dans une démarche de transformation structurelle de son économie, tout en attirant des financements pour les projets locaux. Cet engagement témoigne de la volonté du Président Faure Gnassingbé de consolider la croissance économique du Togo, de promouvoir des réformes structurelles et de créer un environnement favorable pour l'investissement et le développement durable. Ce partenariat stratégique avec le FMI offre ainsi une base solide pour faire face aux défis à venir et garantir une trajectoire de développement solide pour le Togo.

## Togo

## Vers une digitalisation et une régulation renforcée du secteur de la construction

Le Togo s'engage à moderniser et sécuriser son secteur de la construction avec un processus optimisé de délivrance des permis de construire.

Lors d'une session de travail organisée par le ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme foncière le jeudi 3 novembre 2024, des réformes ambitieuses ont été discutées pour prévenir les constructions anarchiques qui compromettent la sécurité et l'urbanisation du pays. Cette rencontre, qui a rassemblé des représentants des ministères de l'Administration territoriale, de la Sécurité, et des experts du bâtiment, a insisté sur l'urgence d'une meilleure régulation et d'une collaboration accrue entre les

services. Au cœur des propositions, la dématérialisation du processus de délivrance des permis de construire a été fortement préconisée, un moyen de simplifier les démarches pour les citoyens tout en assurant la conformité aux normes de sécurité. Le président de la Commission d'Inspection des Travaux de Construction (CITC), Akidjetan Kossi Makissè, a rappelé l'importance de faire appel à des architectes assermentés pour élaborer les projets, soulignant que cette exigence garantit des constructions

sécurisées et durables. Ces réformes interviennent dans un contexte de prise de conscience accrue après l'effondrement d'un bâtiment en construction à Sagbado, un incident tragique survenu le 18 octobre 2024, qui a fait plusieurs victimes. Face à ces enjeux, les autorités espèrent que la digitalisation et la régulation renforcée permettront non seulement de sécuriser les constructions futures mais aussi d'améliorer durablement le cadre de vie urbain des Togolais.

Hélène Martelot

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE  
(UEMOA)

## AVIS DE RECRUTEMENT

N° 006/2024/DSAF/DRH

La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ayant son siège à Ouagadougou, Burkina Faso, procédera au recrutement d'un Professionnel chargé des questions douanières (spécialiste en procédures et régimes douaniers) pour les services de la Commission de l'UEMOA.

## I. Conditions générales du recrutement

## 1. Dossier de candidature

Chaque dossier de candidature doit comporter :

- une demande signée du candidat indiquant clairement l'emploi pour lequel il postule ;
- une lettre de motivation ;
- un curriculum vitae auquel sont annexées les attestations des expériences acquises (certificats de travail, attestations) ;
- une copie certifiée conforme du ou des diplômes.

## 2. Nationalité

Les candidats doivent être ressortissants de l'un des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

## 3. Dépôt et date de clôture des candidatures

Le dossier de candidature, qui doit être déposé sous pli fermé, portera :

## a) au recto, la référence de l'emploi ;

- un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois ;
- un certificat médical d'aptitude délivré par un médecin agréé.

## a) Les candidats ayant adressé un dossier de candidature à la Commission de l'UEMOA avant la publication du présent avis sont invités à soumettre un nouveau dossier satisfaisant aux conditions ci-dessus.

Aucun dossier ne sera retourné.

## b) Seuls les candidats retenus à la phase de présélection seront saisis de la suite réservée à leur demande.

Cet avis de recrutement est disponible sur le site internet de la Commission de l'UEMOA : [www.uemoa.int](http://www.uemoa.int).

## Emploi :

« N° ECS/01-2024/DMRC/DUDLC/DUD/PMCLC ».

Professionnel chargé des questions douanières (spécialiste en procédures et régimes douaniers).

## I. CARACTERISTIQUES DU POSTE

## 1. Principale tâche

Participer à l'élaboration, à l'adoption et au suivi de la mise en œuvre des textes communautaires en matière de procédures douanières et de régimes douaniers, en conformité avec les dispositions de la Convention de Kyoto Révisée, de l'Accord de Bali sur la Facilitation des Echanges, des Accords et Conventions internationaux, du Cadre de Normes SAFE et des divers instruments de l'Organisation Mondiale des Douanes.

## 2. Tâches spécifiques

- Contribuer au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre du Code Communautaire des Douanes de l'Union et de tous autres textes

## III. EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

## 1. Expérience générale

Avoir accumulé au moins dix (10) ans d'expérience professionnelle dans une administration douanière des Etats membres.

## 2. Expérience spécifique

- Avoir une expérience d'au moins trois (03) années dans les services en charge de la Législation et de la Réglementation douanières ;
- Avoir une expérience en gestion des projets serait un atout.

## IV. EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

## 1. Savoirs

- Des Connaissances supplémentaires en Accord de l'OMC sur la Facilitation des échanges, en Système Harmonisé, en Règles d'origine, en Valeur, en Gestion Coordonnée des frontières, ou en Gestion des risques seraient des atouts.
- Connaissances informatiques suffisantes pour être autonome dans le traitement des dossiers relevant de sa compétence, notamment dans les logiciels suivants : Word, Excel, Power Point, etc.

## 2. Savoir faire

- Bonnes capacités managériales ;
- Compétences techniques avérées ;
- Parler et écrire couramment le Français ;
- Parler et écrire couramment l'Anglais serait un atout ;
- Maîtrise des logiciels suivants : Word, Excel, Power Point.

## 3. Savoir être

- Avoir un sens élevé de la discipline et de l'organisation ;

b) au verso, les nom et prénoms du candidat.

et doit être déposé à la Commission de l'UEMOA ou adressé, par voie postale, à :

MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'UEMOA  
380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO  
01 B.P. 543  
OUAGADOUGOU 01  
Burkina Faso

Préciser dans l'objet la référence du poste. Par exemple :

« N° ECS/01-2024/DMRC/DUDLC/DUD/PMCLC ».

Toutes les candidatures reçues après la date limite ou envoyées à toute autre adresse ou sans la référence du poste vacant, seront rejetées.

Date limite de dépôt des candidatures :

15 novembre 2024

## II. Procédure de recrutement

Le recrutement se déroulera en deux (02) étapes :

- une phase de présélection sur dossier ;
- une phase de sélection en deux étapes :
  - un test écrit, et ;
  - un entretien oral

La sélection sera faite parmi les candidats présélectionnés.

Avant tout engagement, le candidat retenu devra fournir :

- un extrait d'acte de naissance ou tout document en tenant lieu ;
- un certificat de nationalité (original ou copie légalisée) ;

communautaires en matière douanière ;

- Assurer le suivi de la mise en œuvre des régimes douaniers ;
- Contribuer au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre de tous autres textes communautaires en matière douanière ;
- Produire des notes techniques sur des thèmes douaniers ;
- Organiser et participer à des réunions avec les Etats membres et les Institutions Internationales partenaires ;
- Participer aux activités d'information et de sensibilisation ;
- Exécuter des missions pour le compte de la Commission ;
- Conduire des études sur des thèmes reconnus pertinents pour l'édification du marché Commun ;
- Mener toutes autres activités qui lui seront confiées.

## II. QUALIFICATIONS ET APTITUDES

## 1. Diplômes :

- Maîtrise en Droit ou en Sciences Economiques (BAC + 4) au moins ;
- Diplôme d'Inspecteur des douanes issu d'une structure nationale de formation douanière.

## 2. Formations spécifiques complémentaires :

Formation en Convention de Kyoto Révisée ;

Formations complémentaires en valeur, en règles d'origine, en système harmonisé ou en gestion des risques.

- Avoir la culture du Respect de la hiérarchie ;
- Savoir travailler en équipe ;
- Avoir un très bon esprit de partage des connaissances et des expériences

## 4. Age limite

Le Professionnel chargé des questions douanières (spécialiste en procédures et régimes douaniers) devra être âgé au plus de 45 ans au 31 décembre 2024.

## V. CLASSIFICATION PROFESSIONNELLE

Le Professionnel chargé des questions douanières (spécialiste en procédures et régimes douaniers) est classé au grade P de la grille des salaires du personnel de l'UEMOA.

## VI. DUREE DU CONTRAT

L'engagement du Professionnel chargé des questions douanières (spécialiste en procédures et régimes douaniers) est à durée indéterminée à l'issue d'une période probatoire de douze (12) mois.

Ouagadougou, le 23 OCT 2024

Commissaire chargé du Département des Services Administratifs et Financiers

Lassine BOUARÉ

## Croissance et résilience sociale et climatique

## 635,5 millions d'euros de la Banque mondiale pour le Bénin

La Banque mondiale a approuvé le 31 octobre 2024, un financement de 635,5 millions d'euros de l'Association internationale de développement (IDA) pour soutenir les efforts du gouvernement du Bénin visant à renforcer la croissance tirée par le secteur privé, améliorer la collecte des recettes intérieures et accentuer la résilience sociale et climatique.

● Junior Aredola

Le financement comprend un crédit à l'appui des politiques de développement de 135,5 millions d'euros et une garantie pour soutenir les réformes de 200 millions d'euros approuvée dans le cadre de l'enveloppe de financement visant à mobiliser 500 millions d'euros de financements commerciaux à long terme. Il s'agit de la première garantie de l'IDA approuvée depuis le lancement de la plateforme de garantie du Groupe de la Banque mondiale le 1er juillet 2024. Le programme s'articule autour de trois piliers. Le premier vise à rendre opérationnel un nouveau cadre de partenariat public-privé (PPP). Ce programme visera à attirer et faciliter la participation des acteurs du secteur privé aux projets publics en améliorant l'accès des petites et moyennes entreprises au financement, en fournissant des garanties pour les prêts accordés par les banques et les institutions de microfinance, et en offrant des capitaux, des conseils et d'autres formes d'assistance. Le deuxième pilier soutient les réformes visant à stimuler le recouvrement des recettes intérieures, créant ainsi l'espace budgétaire nécessaire pour l'investissement public et la viabilité de la dette. Le troisième pilier cible les réformes pour renforcer la résilience sociale et climatique. Il s'agit notamment d'élargir le registre social unique, renforcer le système de gestion des risques de catastrophe et adopter des réglementations



pour des villes durables et résilientes. « Le Bénin s'est engagé dans la transformation structurelle de son économie ce qui a eu un impact positif sur la croissance ces dernières années. Pour rendre cette croissance plus inclusive et résiliente, le secteur privé devra accroître sa participation dans les secteurs clés de l'économie. Les réformes en cours concernant les partenariats public-privé rendront le pays plus attractif pour les entreprises, et soutiendront le financement de l'action climatique », souligne Nestor Coffi, responsable des opérations de la Banque mondiale pour le Bénin. « Ce financement soutiendra également les réformes pour protéger les plus vulnérables, renforcer le contrat social, faciliter l'accès aux services et accroître la résilience aux chocs climatiques. » L'opération est dans le droit fil des engagements du Bénin en matière de lutte contre le changement climatique et des objectifs de l'accord de Paris. Il soutient le programme de développement vert, résilient et inclusif en renforçant l'adaptation et la résilience du pays au changement climatique grâce à l'amélioration des capacités

de prévention, de préparation et d'intervention. Ce financement s'inscrit dans la continuité des réalisations de la première opération de la série d'opérations d'un montant de 230 millions de dollars, ayant permis de faire avancer les réformes visant à renforcer la capacité du Bénin, gérer efficacement les risques de catastrophe et les risques climatiques et accroître sa résilience aux impacts socioéconomiques et budgétaires des catastrophes naturelles. L'Association internationale de développement (IDA) est l'institution de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres de la planète. Fondée en 1960, elle accorde des dons et des prêts à taux faible ou nul pour financer des projets et de programmes de nature à stimuler la croissance économique, à réduire la pauvreté et à améliorer la vie des plus démunis. L'IDA figure parmi les principaux bailleurs de fonds des 76 pays les plus pauvres de la planète, dont 39 se trouvent en Afrique. Les ressources de l'IDA permettent d'apporter des changements positifs dans la vie de 1,6 milliard de personnes résidant dans les pays éligibles à son aide. Depuis sa création, l'IDA a soutenu des activités de développement dans 113 pays. Le volume annuel de ses engagements est en constante augmentation et s'est élevé en moyenne à 21 milliards de dollars au cours des trois dernières années, 61 % environ de ce montant étant destinés à l'Afrique.

## Mali

## La Russie construira une raffinerie d'or et une usine de transformation de coton

Le rapprochement politique et sécuritaire entre le Mali et la Russie se reflète de plus en plus sur leurs relations économiques. Après avoir signé des accords sur le nucléaire civil, l'énergie solaire et l'approvisionnement en céréales, les deux pays s'allient dans le domaine de la transformation des ressources naturelles.

Le conglomérat russe Yadran Group envisage de construire une raffinerie d'or et une usine de transformation de coton au Mali, a annoncé la présidence malienne dans un communiqué publié le lundi 28 octobre 2024. L'annonce a été faite à l'issue d'une audience accordée par le général Assimi Goïta, président malien de la Transition, à



une délégation russe conduite par le président du conseil d'administration du groupe, Irek Salikhov. « Des accords ont déjà été établis entre le groupe de sociétés Yadran et la République du Mali pour définir les grandes lignes de

coopération [...] Les projets incluent la construction d'une raffinerie d'or, l'approvisionnement en produits pétroliers, et la création d'une usine de transformation du coton », a déclaré M. Salikhov, cité dans le communiqué de la présidence. « Cette rencontre visait à aborder les aspects techniques de ces projets en vue de finaliser les accords.

Avec Agence Ecofin

## Borlaug Dialogue 2024

## Adesina et Banga mènent la charge pour éradiquer la faim en Afrique

Le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, et le président de la Banque mondiale, Ajay Banga, lors de la séance plénière d'ouverture du Norman E. Borlaug Dialogue 2024. Des Moines, octobre 2024.

● Wilson Lawson

Dans une puissante ouverture du Norman E. Borlaug International Dialogue 2024, mardi 29 octobre 2024 à Des Moines, aux États-Unis, le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina et son homologue de la Banque mondiale, Ajay Banga, ont souligné la nécessité de renforcer l'action mondiale contre la faim, un objectif qui s'éloigne de plus en plus en raison des effets combinés des conflits, des défis économiques et des changements climatiques. Les deux dirigeants étaient les orateurs invités à la séance plénière d'ouverture du dialogue intitulé « Parvenir à un monde sans faim ». Ils ont réitéré l'engagement de leurs institutions respectives à mettre fin à l'insécurité alimentaire en Afrique, en mettant en avant des partenariats innovants et des solutions financières. « Rien n'est plus important que de nourrir le monde. Les banques multilatérales de développement jouent un rôle important à cet égard », a déclaré M. Adesina soulignant le rôle crucial des institutions financières internationales pour contribuer à la réalisation de cette tâche. Interviewés par Roger Thuro, senior fellow pour l'agriculture mondiale au Chicago Council on Global Affairs,



MM. Adesina et Banga ont discuté des actions transformatrices des banques multilatérales de développement pour répondre aux besoins de développement annuels de l'Afrique, qui s'élèvent à 1,3 billion de dollars. Citant des exemples d'instruments innovants permettant d'optimiser les bilans, M. Adesina a déclaré que les droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI), s'ils étaient canalisés par l'intermédiaire des banques multilatérales de développement, pourraient leur permettre de devenir des machines à effet de levier, multipliant les ressources jusqu'à huit fois. « C'est ainsi que l'on recycle le capital pour faire tout ce dont on a besoin. Pensez-y », a-t-il déclaré. M. Banga a salué le leadership de M. Adesina et a exprimé sa confiance dans des initiatives conjointes telles que « Mission 300 », un projet ambitieux visant à raccorder 300 millions d'Africains à l'électricité d'ici 2030. « Quand vous voulez résoudre un problème, vous travaillez en partenariat », a déclaré M. Adesina, saluant

l'esprit collaboratif de M. Banga. Les deux dirigeants ont souligné l'urgence d'impliquer la jeunesse africaine dans l'agriculture. Le programme « Enable Youth » de la Banque africaine de développement et l'accent mis par la Banque mondiale sur les initiatives en faveur de l'emploi des jeunes reflètent un engagement commun à exploiter le dividende démographique de l'Afrique pour la transformation agricole et la prospérité économique. « Le plus grand risque, c'est de ne pas financer les idées des jeunes », a averti M. Adesina. Le Borlaug Dialogue 2024, organisé par la Fondation du Prix mondial de l'alimentation, rassemble des experts du monde entier pour trouver des solutions innovantes à la faim dans le monde. Tenu cette année sous le thème, « Graines d'opportunités, rapprochement des générations et culture de la diplomatie (« Seeds of Opportunity, Bridging Generations and Cultivating Diplomacy ») l'événement prône la collaboration, l'héritage et l'espoir dans la lutte pour la sécurité alimentaire.

## Ghana

## Asante Gold veut mobiliser 75 millions \$ sur le marché local

1er producteur africain d'or, le Ghana incite depuis quelques années les compagnies à s'inscrire sur le marché boursier local pour exposer les investisseurs à la réussite des opérations et ainsi maximiser les retombées de l'exploitation minière.

Le producteur d'or basé au Canada Asante Gold a récemment annoncé une levée de fonds de 525 millions USD pour augmenter sa production au Ghana. Pour réussir cette opération, la compagnie prévoit de solliciter les investisseurs locaux à travers l'émission d'obligations libellées en cedis ghanéens et visant à mobiliser 75 millions USD. Cette opération destinée notamment aux fonds de pension du pays s'inscrit dans la continuité de la stratégie gouvernementale visant à maximiser les retombées économiques de l'exploitation aurifère locale. C'est dans ce cadre que les



autorités ont obtenu la cotation d'une partie des actions d'Asante sur la bourse du Ghana, afin de permettre aux investisseurs du marché local de participer au succès de l'entreprise. En 2023, le Fonds souverain minier du pays, le Minerals Income Investment Fund, a aussi annoncé la mise en place d'un fonds négocié en bourse (ETF) adossé à l'or et destiné à valoriser les petits exploitants. Pour rappel, le Ghana a ravi depuis quelques années

la place de 1er producteur africain d'or à l'Afrique du Sud, et ne semble pas près d'abandonner ce statut. Outre Asante qui prévoit de porter sa production à 500 000 onces d'or par an d'ici 2028 contre un peu plus de 200 000 onces en 2023, le Ghana devrait voir en 2025 l'entrée en production de 2 nouvelles mines. Ahafo North de l'américain Newmont et Namdini du chinois Shandong peuvent ajouter au moins 600 000 onces par an à la production nationale. Le Ghana vise une production de 4,3 à 4,5 millions d'onces d'or en 2024, contre 4 millions d'onces en 2023.

Avec Agence Ecofin

## BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 4 novembre 2024

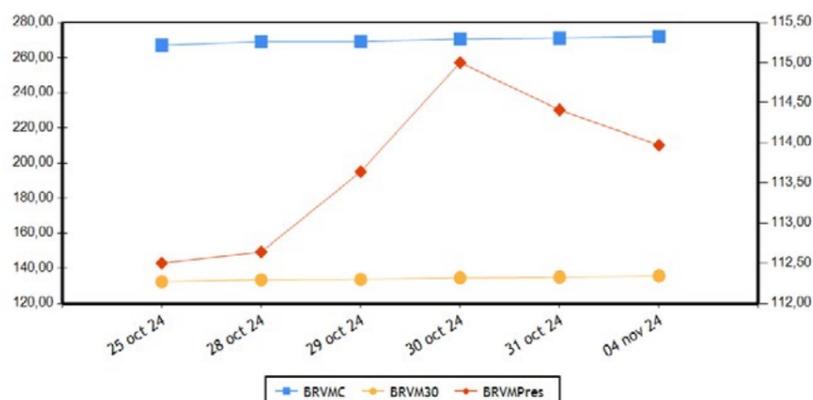
N° 210

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>272,00</b>
Variation Jour	0,34 % ↑
Variation annuelle	27,01 % ↑

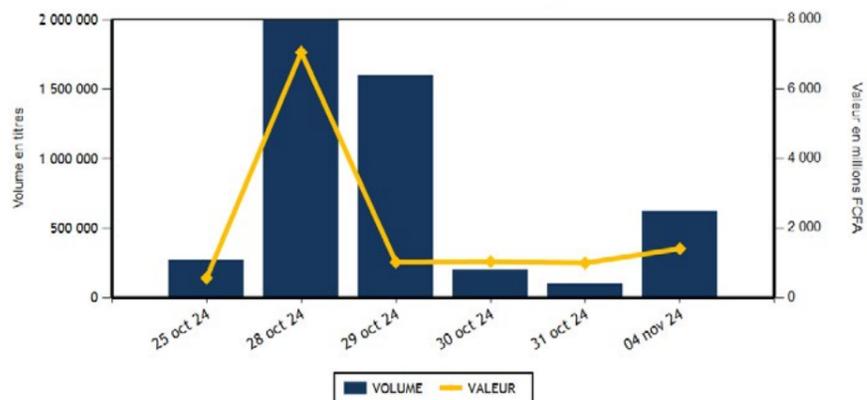
<b>BRVM 30</b>	<b>135,63</b>
Variation Jour	0,52 % ↑
Variation annuelle	25,76 % ↑

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>113,97</b>
Variation Jour	-0,38 % ↓
Variation annuelle	12,32 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	9 875 571 541 032	0,32 %
Volume échangé (Actions & Droits)	528 637	436,57 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	662 290 391	-33,17 %
Nombre de titres transigés	43	4,88 %
Nombre de titres en hausse	11	57,14 %
Nombre de titres en baisse	22	57,14 %
Nombre de titres inchangés	10	-50,00 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BICI CI (BICC)	11 615	7,50 %	55,07 %
SOGB CI (SOGC)	4 790	7,40 %	46,48 %
SAPH CI (SPHC)	4 560	7,17 %	94,04 %
SITAB CI (STBC)	7 450	6,43 %	25,32 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	815	3,16 %	12,41 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 549 141 643 575	0,00 %
Volume échangé	91 993	91 893,00 %
Valeur transigée (FCFA)	746 319 296	74 531,93 %
Nombre de titres transigés	3	
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	2	

## PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	2 035	-7,50 %	53,01 %
SMB CI (SMBC)	11 315	-7,48 %	7,45 %
CIE CI (CIEC)	2 180	-7,43 %	28,24 %
UNIWAX CI (UNXC)	410	-6,82 %	-23,36 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	7 505	-3,84 %	25,08 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	113,97	-0,38 %	12,32 %	39 667	338 554 045	8,85
BRVM-PRINCIPAL	36	136,08	0,82 %	30,90 %	488 514	321 255 896	12,84

## INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	128,48	-0,35 %	27,17 %	34 632	125 104 825	18,80
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	728,80	0,50 %	37,13 %	17 940	183 340 975	10,07
BRVM - FINANCES	15	102,06	0,01 %	18,10 %	435 178	247 642 006	5,73
BRVM - TRANSPORT	2	342,90	0,00 %	3,61 %	573	793 310	4,45
BRVM - AGRICULTURE	5	204,09	4,89 %	26,32 %	19 642	68 494 255	14,55
BRVM - DISTRIBUTION	7	340,44	-1,03 %	3,73 %	20 200	34 424 170	43,61
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	802,02	0,00 %	-27,78 %	16	10 400	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,78
Taux de rendement moyen du marché	8,32
Taux de rentabilité moyen du marché	9,73
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	155
Volume moyen annuel par séance	426 613,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 221 129 501,07

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	31,70
Ratio moyen de satisfaction	28,30
Ratio moyen de tendance	89,25
Ratio moyen de couverture	112,05
Taux de rotation moyen du marché	0,05
Prime de risque du marché	3,53
Nombre de SGI participantes	30

## Définitions

Volume moyen annuel par séance  
Valeur moyenne annuelle par séance  
Ratio moyen de liquidité  
Ratio moyen de satisfaction  
Ratio moyen de tendance  
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances  
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation  
PER moyen du marché  
Taux de rendement moyen  
Taux de rentabilité moyen  
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)  
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
Fax : +225 20 32 66 84  
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA

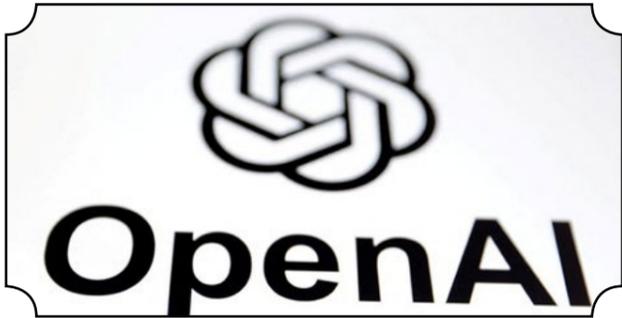


## Internet

## OpenAI dévoile son moteur de recherche

OpenAI a annoncé ce jeudi le lancement d'un moteur de recherche internet, extension de son interface d'intelligence artificielle (IA) générative ChatGPT, une fonctionnalité qui se pose en concurrent de Google, référence en la matière.

Un nouvel outil pour les internautes. L'entreprise américaine d'intelligence artificielle, OpenAI, a annoncé ce jeudi le lancement de son propre moteur de recherche ChatGPT search. Celui-ci va être intégré à ChatGPT, l'agent conversationnel de la firme de Sam Altman. Concrètement, ChatGPT search permet au logiciel de ne plus se contenter d'une quantité finie de données accumulées au sein d'une base, comme c'était le cas jusqu'ici. L'interface a désormais la possibilité d'aller puiser en ligne des éléments pour répondre aux requêtes. « Vous pouvez obtenir des réponses rapides et pertinentes avec des liens vers des sources internet appropriées, ce qui aurait nécessité auparavant d'utiliser un moteur de recherche », a indiqué OpenAI dans un communiqué. « Nous nous appuyons sur notre modèle (d'IA) pour déterminer si une source apporte une bonne réponse à une requête de l'utilisateur », a expliqué à l'AFP un porte-parole. Autre fonctionnalité : OpenAI propose également à l'utilisateur de faire directement une recherche sur internet sans s'en remettre à l'interface



ChatGPT. Par ailleurs, dans le cadre de ChatGPT search, OpenAI a conclu des partenariats avec des éditeurs et des fournisseurs de données « pour ajouter des informations à jour », et proposer une présentation spécifique pour certaines catégories comme la météo ou les résultats sportifs.

## Concurrencer Google

Désormais, ChatGPT search est disponible aux abonnés payants aux formules ChatGPT Plus et ChatGPT Team. OpenAI indique que le moteur de recherche deviendra accessible gratuitement dans les mois à venir. Avec ChatGPT search, OpenAI chasse directement sur les terres de Google, mais aussi de son partenaire Microsoft, qui contrôle 49% du capital de la start-up. Et l'annonce d'OpenAI ce jeudi a fait tomber dans le rouge

le cours de l'action Alphabet, maison mère de Google, au Nasdaq. Elle était en repli de -1,45% vers 20h20 (heure de Paris). Le modèle d'OpenAI repose, pour l'instant, sur les abonnements, tandis que celui de Google est quasiment intégralement bâti sur la publicité. Sollicité par l'AFP, un porte-parole d'Open AI a indiqué, qu'en l'état, il n'y avait « pas de plans » prévoyant l'arrivée de la publicité sur ce nouveau moteur de recherche. De son côté, Google a lancé au printemps une nouvelle fonctionnalité d'IA dans son moteur de recherche, AI Overviews, qui permet, comme ChatGPT search, d'obtenir une réponse développée à une question posée en langage courant. Et Microsoft a aussi ajouté de l'IA à son moteur de recherche Bing.

(Avec AFP)

## Suisse

## Migros va ouvrir 140 nouveaux magasins

Le géant de la grande distribution compte passer à 930 points de vente d'ici à 2030 et en modernisera 350 existants.

Migros a changé de stratégie en début d'année en se séparant de ses enseignes spécialisées (comme Hotelplan Group, Mibelle, SportX et Melectronics) pour se recentrer sur les supermarchés. Elle avait pour cela créé la société Migros Supermarché SA, le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Ce 28 octobre, elle annonce vouloir investir deux milliards de francs dans de nouveaux magasins et dans la modernisation d'autres existants. 140 nouveaux points de vente seront créés d'ici à 2030, «pour la plupart des petites surfaces dans des régions à forte croissance démographique». Ainsi, le réseau Migros, y compris VOI et les magasins partenaires Migros, passera de près de 790 points de vente à 930. 350 magasins existants seront en outre rénovés et agrandis, ils «prendront une allure plus contemporaine afin d'améliorer l'expérience d'achat de la clientèle», dit



Migros.

## Baisse des prix

Elle avait annoncé que ce recentrage de ses activités visait notamment à proposer des produits à des prix plus attractifs. Dans son communiqué, elle explique vouloir baisser jusqu'au niveau du discount les prix de plus de 1000 produits du quotidien avec un coup d'envoi dès ce lundi: plus de 60 fruits et légumes sont dès maintenant disponibles à bas prix et identifiables dans les magasins grâce à leur autocollant jaune. Ainsi que des actions sur les articles les plus demandés. Migros annonce investir 500 millions de francs au cours des cinq prochaines années, rien que dans les baisses de prix.

Mario Irminger, président de la direction générale de la Fédération des Coopératives Migros, a expliqué comment toute cette opération est rendue possible: «Premièrement, en nous séparant des activités déficitaires, nous libérons des moyens au profit de la clientèle des supermarchés. Deuxièmement, nous acceptons sciemment que le bénéfice du groupe recule; en tant que coopérative, Migros ne cherche pas à maximiser ses profits. Et troisièmement, nous tirons profit des avantages d'une collaboration rapprochée au sein du groupe Migros en matière d'efficacité et de coûts.» Et Migros de préciser que «la baisse des prix ne se fait en aucun cas au détriment du monde paysan et des producteurs».

Avec lematin.ch

## L'éco en bref

## Médicaments : l'UE inflige une amende de 460 millions d'euros à Teva

La Commission européenne a infligé jeudi une amende de 462,6 millions d'euros au groupe pharmaceutique israélien Teva, lui repro-

chant un «abus de position dominante» pour son médicament contre le traitement de la sclérose en plaques, le Copaxone. Dans un communiqué, Bruxelles a notam-

ment accusé Teva de «diffuser systématiquement des informations trompeuses sur un produit concurrent pour entraver son entrée sur le marché».

## TotalEnergies: le bénéfice net s'effondre au 3e trimestre

TotalEnergies a vu son bénéfice net s'effondrer au troisième trimestre à 2,1 milliards d'euros en raison du fort repli des marges de raffinage et de la baisse des prix du pétrole, a annoncé le groupe jeudi. «Dans un environnement pétrolier baissier, avec des marges de raffinage en fort repli, TotalEnergies démontre la résilience de son modèle

multi-énergies intégré», a déclaré le PDG Patrick Puyanné, cité dans le communiqué de résultats. La 4e major

publie en dollars, a vu son bénéfice net chuter de 39% au troisième trimestre dans la monnaie américaine, à 2,3 milliards de dollars.



## Zone euro : l'inflation rebondit plus que prévu en octobre

L'inflation en zone euro a augmenté plus que prévu en octobre, à 2% sur un an, tirée par les tarifs de l'alimentation, après avoir atteint son plus bas niveau en trois ans et demi le mois précédent, selon Eurostat. La hausse des prix à la consommation se maintient toutefois au niveau de l'objectif fixé par la Banque centrale européenne (BCE).

## Shell: bénéfice net en fort repli au troisième trimestre

Le géant pétrolier et gazier britannique Shell a dévoilé jeudi un bénéfice en fort repli au troisième trimestre, à 4,3 milliards de dollars, contre 7 milliards à la même période l'an passé, desservi notamment par la baisse des marges de raffinage et les prix du pétrole. Ces

difficultés sur le trimestre sont en partie compensées par la baisse des charges d'exploitation et la hausse des volumes de l'activité gazière, complète le groupe. Des résultats qualifiés de «solides» par le PDG Wael Sawan: «Nous continuons à produire plus de valeur avec moins d'émissions, tout en

améliorant la résistance de notre bilan.»



## Siemens va acquérir l'américain Altair

Le groupe allemand Siemens a annoncé mercredi le rachat du spécialiste des logiciels Altair Engineering, valorisant la société américaine environ 10 milliards de dollars, avec l'objectif de renforcer sa position en matière de simulation et d'intelligence artificielle appliqués à l'industrie. «Siemens renforce sa position de leader dans les logiciels industriels et l'IA grâce à l'acquisition d'Altair Engineering», indique un communiqué du groupe de Munich, qui souligne les compétences du fabri-

cant américain «dans les domaines de la simulation, du calcul haute performance, de la science des données et de l'intelligence artificielle». Avec cette acquisition, l'une des plus grosses de son his-

toire, le conglomérat allemand, qui fabrique aussi bien des trains, des turbines que des solutions numériques, veut accélérer sa transformation en une entreprise axée sur la technologie et les outils digitaux.



Sélection AFP & REUTERS

## Forum mondial de l'alimentation

## Des engagements en faveur d'une alimentation de qualité pour tous, aujourd'hui et demain

La quatrième édition annuelle du Forum mondial de l'alimentation (FMA, 2024) s'est achevée aujourd'hui, à Rome, à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), au terme d'une semaine riche d'enseignements consacrée à la transformation des systèmes agroalimentaires mondiaux.

Cette manifestation a rassemblé des milliers de participants, venus du monde entier, qui ont pris part à des discussions animées et à des initiatives collaboratives sur une série de thèmes capitaux, notamment l'investissement, la science et l'innovation, la mobilisation des jeunes, l'agriculture familiale, les systèmes alimentaires autochtones et la gestion de l'eau. Les participants, des jeunes, des agriculteurs, des décideurs politiques, des scientifiques, des entrepreneurs et des représentants des populations autochtones, se sont tous engagés à relever ces défis urgents que sont, entre autres choses, la faim, le changement climatique et les inégalités. Le Forum de cette année, qui avait pour thème «Une alimentation de qualité pour tous, aujourd'hui et demain», a été une formidable réussite. On compte plus de 200 événements, 8 000 participants venus



en personne et une audience numérique de 1,7 milliard de personnes, grâce aux campagnes sur les réseaux sociaux. Cette semaine a braqué les projecteurs sur l'intérêt de collaborer pour mettre en mouvement la transformation des systèmes agroalimentaires et garantir l'accès à une alimentation sûre, nutritive et durable pour tous. «Dans une perspective d'avenir, cette semaine nous a confirmés que les jeunes, les femmes et les diverses parties prenantes jouaient un rôle vital dans la construction de nos systèmes agroalimentaires», a déclaré M. Qu Dongyu, Directeur général de la FAO, lors de la cérémonie de clôture.

## Les temps forts

Forum mondial de la jeu-

nesse: Les jeunes dirigeants ont occupé le devant de la scène. Ils ont lancé le tout premier Plan d'action de la jeunesse au niveau mondial, une feuille de route destinée à accroître la portée des actions menées et à dessiner l'avenir de l'alimentation. Le laboratoire d'innovation des jeunes a salué et récompensé de jeunes chercheurs et entrepreneurs, favorisant les solutions non conventionnelles aux défis agroalimentaires. Des jeunes issus de 25 chapitres nationaux du FMA ont mené des initiatives pour bâtir une dynamique de changement à tous les niveaux. Lors de ce forum, a également été lancée l'initiative de la FAO consistant à proposer des formations sur les quatre améliorations, un répertoire en ligne de plus de 600 cours multilingues

et certifiés, disponibles gratuitement, qui renforcent la collaboration de la FAO avec le milieu universitaire et les instituts de recherche. Forum de la science et l'innovation de la FAO: Ce forum a été l'occasion de présenter des avancées pionnières dans les domaines des biotechnologies, des technologies numériques et des initiatives communautaires. Il a souligné l'importance de combler les écarts en matière de science, de technologie et d'innovation dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, afin que chacun puisse bénéficier des progrès accomplis. Forum de l'investissement Main dans la main: Ce forum a facilité les partenariats et mobilisé les investissements dans les systèmes agroalimentaires durables. 29 pays

et cinq initiatives régionales ont présenté des plans et des possibilités d'investissement. Au total, 115 exemples d'investissements ont été présentés, visant plus de 120 millions de bénéficiaires. Le nouvel espace de mise en réseau des investisseurs a favorisé la collaboration entre les investisseurs, les gouvernements et le secteur privé. La FAO a également dévoilé sa plateforme agro-informatique élargie, qui utilise l'intelligence artificielle de pointe et la cartographie avancée pour les investissements agroalimentaires, ainsi que le nouvel outil en ligne de comptabilisation des externalités environnementales (EX-ACT). Ces investissements agroalimentaires dirigés par les gouvernements ont comporté plus de 15 milliards de dollars de possibilités détaillées d'investissement agroalimentaire. Forum mondial de l'agriculture familiale: Célébrant le passage à mi-parcours de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, ce forum a rassemblé des

milliers de participants qui ont partagé leurs expériences et recensé des solutions politiques concrètes de soutien aux agriculteurs familiaux. Ce forum a mis en avant le rôle crucial des agriculteurs familiaux dans la transformation des systèmes agroalimentaires. Au moins huit millions de personnes ont été couvertes par les programmes des radios communautaires; des milliers d'autres ont suivi la manifestation en direct sur le web. Réunion du Pôle de connaissances mondial sur les systèmes alimentaires des peuples autochtones: Des experts autochtones et non autochtones ont travaillé ensemble afin de produire des connaissances et de peser sur les débats stratégiques mondiaux concernant les systèmes alimentaires autochtones. Cette rencontre a rappelé que les connaissances autochtones étaient indispensables à la promotion de l'agriculture durable et à la préservation de la biodiversité.

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Vous serez en mesure de réaliser d'excellentes transactions financières. Vous pourrez aussi améliorer vos ressources en gérant différemment vos finances. Attention tout de même aux imprudences possibles !

**Taureau** Vous allez entrer dans une période faste concernant vos finances. Tous ceux d'entre vous qui tirent le diable par la queue vont enfin pouvoir équilibrer leur compte, grâce à une prime quelconque ou à une diminution des dépenses courantes. Ceux qui s'en sortent déjà bien vont pouvoir arrondir sérieusement leur bas de laine et envisager un achat important.

**Gémeaux** Grâce aux influences astrales très positives de la journée, la chance devrait vous sourire sur le plan financier. La gestion et le sens de l'économie se révéleront vos qualités profondes. Ce sera peut-être le moment où vous allez décider de construire la maison de campagne de vos rêves.

**Cancer** Compte tenu de la présente configuration astrale, les temps seront davantage tournés vers les économies que vers des dépenses inconsidérées. Cela signifie que vous serez en train d'évoluer et que l'argent vous inspirera des motivations plus sérieuses.

**Lion** Cet aspect de Neptune laisse présager une mise en vedette de votre secteur argent. Il pourrait vous valoir une importante somme d'argent d'origine familiale. Ce cadeau inattendu risque de vous placer devant de nouveaux choix. Vous pourriez augmenter certains de vos placements ou réaliser un achat immobilier. Prenez tout votre temps avant de vous engager, car Pluton qui rôde dans les parages pourra troubler vos capacités de réflexion.

**Vierge** Mars en cet aspect vous incitera fermement à mettre votre comptabilité à jour. Vous seriez d'ailleurs bien inspiré de suivre ses conseils, car si vous ne le faites pas spontanément, c'est votre banquier qui finira par vous rappeler à l'ordre. La gestion n'est certes pas ce qui vous passionne le plus, mais un petit effort dans ce sens vous sera utile. Vous n'allez peut-être pas réduire vos dépenses, mais savoir où vous en êtes vous évitera quelques déboires.

**Balance** Vous serez sans doute amené à réorganiser vos habitudes financières. Tout se passera au mieux si vous décidez de vous-même de modifier ce qui ne va pas. Dans le cas contraire, la vie pourra se charger de vous y obliger. Prudence, donc !

**Scorpion** Avec cet environnement astral, vous allez peut-être devoir vous débarrasser de valeurs matérielles qui vous tiennent à cœur pour honorer les traites et assumer des engagements impossibles à différer. Désormais, soyez plus prudent, sinon les soucis d'argent qui reviennent sans cesse vous empêcheront de bien profiter de la vie.

**Sagittaire** Vous aurez envie de faire quelques folles dépenses pour calmer vos angoisses. Vous allez probablement vous acheter des vêtements hors de prix alors qu'une garde-robe moins chère irait tout aussi bien, ou un appareil photo dernier cri dont certains perfectionnements ne vous seront guère utiles.

**Capricorne** Attention aux désillusions financières dues au mauvais calcul du montant de vos ressources disponibles ! De plus, cette position de Mercure laisse présager soit une rentrée d'argent inespérée, soit, plus certainement, une fâcheuse tendance à gaspiller l'argent du ménage. Les deux pourront arriver en même temps d'ailleurs.

**Verseau** Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

**Poisson** Il sera temps que vous appreniez à traiter l'argent exactement comme il le mérite, ni plus ni moins : "c'est un bon serviteur, mais un mauvais maître" (Alexandre Dumas fils). Surtout, ne croyez pas que l'argent est un dieu tout-puissant, et n'essayez pas d'obtenir avec de l'argent bien des joies que personne ne peut acheter.

## L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Téléssou  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

## Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

## Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

## Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

## Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

## Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

## Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

## Correcteur

Michel Yao AYEVA

## Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



**AFRIQUE FORTUNE SARLU**  
**Vivre serein dans une propriété sécurisée**



**Sise à Avedji carrefour Limousine, Lomé Togo**  
**Tel : 91068288/ 90339292**

**Domaine d'intervention : Expertise juridique, gestion des successions, expertise foncière et immobilière, achat et vente d'immeubles, bâtiment et travaux publics, commerce général import-export.**

Coopération décentralisée

Triangle d'Or. Arbois et Les Planches-près-Arbois tissent des liens avec le Togo

Partenariat entre deux communes françaises à savoir Triangle d'Or, Arbois et Les Planches-près-Arbois avec la commune de Doufelgou 2 située dans la région montagneuse du Togo.

Le Togo est un pays jeune sur le plan démographique, avec une population majoritairement composée de jeunes, et sur le plan de son histoire moderne, avec une indépendance datant de 1960. Cette jeunesse offre à la fois des défis, notamment en termes d'accès à l'éducation et à l'emploi, mais aussi des opportunités considérables pour le développement du pays.

Des premiers contacts prometteurs

L'histoire de ce rapprochement franco-togolais débute en novembre 2023, lorsque six maires togolais en voyage d'étude en France dans le cadre du PAPDT (Programme d'Appui au Processus de Décentralisation au Togo) découvrent Arbois et Les Planches-près-Arbois pendant le Festival 2023.

Des objectifs ambitieux et partagés

La délégation franc-comtoise, comprenant des représentants de la Région Bourgogne-Franche-Comté,



Signature de la convention entre la maire de Doufelgou 2, Valérie Depierre maire d'Arbois et François Perrin maire des Planches près Arbois. (photo ville d'Arbois).

té, de Bourgogne Franche Comté Internationale, des communes d'Arbois et Les Planches-près-Arbois, ainsi que de la Communauté de Communes du Pays de Lure (partenariat avec Kozah 3), s'est rendue du 14 au 19 octobre au Togo pour finaliser ce partenariat.

Des soutiens institutionnels solides

« Cette coopération ouvre des perspectives enrichissantes pour nos territoires respectifs », souligne la délégation arboisienne, composée d'élus et d'agents.



Devant le palais des congrès de Kara (photo ville d'Arbois).

Monde Commun, et s'inscrit dans une dynamique plus large de coopération décentralisée entre la France et le Togo. Cette initiative rappelle que, même à l'échelle d'une petite commune jurassienne, les relations internationales peuvent contribuer au développement local et à l'enrichissement mutuel des territoires.

Avec hebdo39.net

Qualité de l'éducation

Le Togo occupe la 5ème place dans le top 10 des pays africains

Le Togo occupe la 5e place dans le top 10 des pays africains qui offrent la meilleure qualité d'éducation, a indiqué la dernière publication du Rapport Financing Africa publié par la Fondation Mo Ibrahim.

Ce classement est le résultat de plusieurs initiatives et réformes éducatives qui visent à améliorer l'accès et la qualité de l'enseignement. Le pays sous le leadership du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé s'est engagé à réformer le système éducatif togolais afin de répondre aux normes internationales.



Un des piliers de la réussite du système éducatif togolais réside dans la formation continue des enseignants. Le pays a mis en place des programmes de formation pour améliorer les compétences pédagogiques et didactiques des enseignants, garantissant ainsi une éducation de qualité.

pour utiliser les outils numériques afin de rendre l'apprentissage plus interactif et accessible, notamment dans les régions éloignées. Bien qu'aucun pays d'Afrique ne puisse se vanter d'avoir pleinement atteint l'ODD 4 de l'ONU, certains pays dont le Togo fournissent des efforts comme le montre le dernier rapport Financing Africa.

Avec ATOP/AJA/DHK

Culture

La fête traditionnelle « Hiling-Kamou » célébrée à Pagouda

Le peuple Kabyè du canton de Pagouda, dans la commune Binah 1 a célébré, le samedi 2 novembre à Pagouda, sa fête traditionnelle Hiling-Kamou ou fête des chicottes.

L'apothéose de Hiling-Kamou, ou ce rite initiatique, coïncide avec le début de l'harmattan, période pendant laquelle souffle un vent sec et très frais, renforçant d'autant plus la rudesse des épreuves de courage et d'endurance entre les clans sondè et Kpeloudè.

d'attaque.

La démonstration de l'endurance

Dans l'arène, sans distinction d'âge ni de classe, les initiés appelés Evalas, les aînés appelés Adamdounas et les plus jeunes appelés Awazas ou Ahozas se donnent des coups de fouets. Pendant environ deux heures d'affrontements. Chaque clan présente deux, trois ou quatre meilleurs courageux et endurants. Chaque

initié, muni d'un sifflet à la bouche et d'un rouleau de Yolim (ensemble d'objets sonores) au pied droit, invite son adversaire à l'affrontement. Avec un chicote dans une des mains et un bouclier de défense dans l'autre, la règle du jeu c'est "tu me frappe, je te frappe" à raison de 4 coups pour les Evalas et les Adamdounas et deux coups pour les plus petits garçons appelés Awaza ou Ahoza.

Avec ATOP/JAK/KYA

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

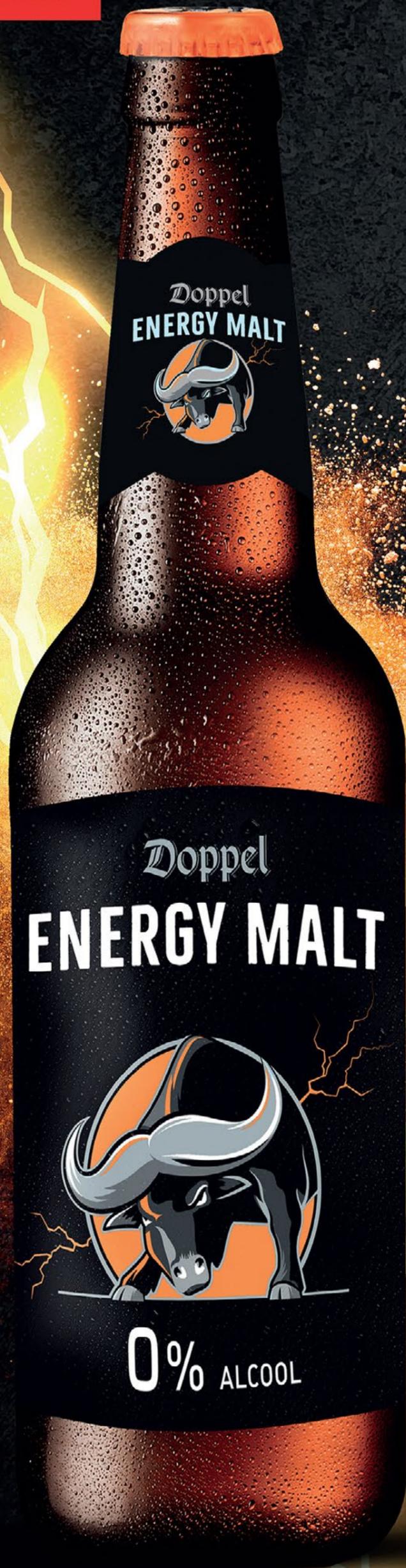
Table with multiple columns and rows containing economic data for Togo, including GDP, exports, and imports.

**NOUVEAU**

# Doppel

ENERGY MALT

**0% ALCOOL**  
**100% ENDURANCE**



**500**  
**FCFA\***

**BOUTEILLE**

**33<sub>CL</sub>**

\*Prix de vente conseillé



BB LOMÉ S.A.  
LE LABEL QUALITÉ  
www.bblobe.com

